

Helmut Schmidt

«Je ne comprends rien à la France, même si j'ai compris Giscard.»

ENTRETIEN HÉLÈNE MIARD-DELACROIX, LUCAS DELATTRE
PHOTO ALAIN MANDEL



À Hambourg, non loin du port, l'immeuble en brique rouge de Die Zeit incarne bien l'univers sobre et froid du protestantisme hanséatique. Fondé en 1946, l'hebdomadaire est la référence des intellectuels libéraux, plus proches des États-Unis et de l'Angleterre que de la Bavière ou de la Saxe. C'est ici que **Helmut Schmidt**, 94 ans, reçoit, dans son bureau de co-directeur du journal. Dans un nuage de fumée, il explique n'être qu'un simple « écrivain politique » depuis trente ans. Grand témoin du **XX^e siècle**, celui qui fut **chancelier de la République Fédérale d'Allemagne de 1974 à 1982** se déplace avec difficulté, mais son esprit est en veille permanente sur les grands enjeux du monde. Il s'exprime régulièrement dans ses éditoriaux. L'an dernier, il a encore effectué un voyage en Chine où il est allé voir quelques vieux amis comme l'ancien premier ministre Zhu Rongji. En décembre 2011, il a prononcé un discours historique sur l'Europe devant le SPD, son parti de toujours : « si nous, Allemands, nous nous laissons aller, sûrs de notre force économique, à la tentation de revendiquer un rôle dirigeant en Europe (...), cela inciterait une majorité de nos voisins à se défendre. Les craintes de la périphérie face à un centre trop puissant ressurgiraient rapidement. L'Allemagne s'isolerait ».



Cinquante ans après le traité de l'Élysée, l'Europe a du mal à ne pas se disloquer. À quel moment les choses ont-elles commencé à mal tourner? Et quelles ont été nos principales erreurs?

« Depuis le traité de Westphalie, en 1648, toutes les tentatives pour unifier l'Europe ont échoué. Napoléon, le Congrès de Vienne, Hitler... Après 1945, les Français se sont mis en tête de construire l'Europe, même si c'est Churchill qui, à Zurich en 1946, a été le premier à parler des "États-Unis d'Europe". En 1950, Jean Monnet et Robert Schuman ont posé la première pierre de l'édifice. Deux ans plus tard, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier voyait le jour. Puis de Gaulle a tendu la main aux Allemands, mais ceux-ci ont réagi d'une façon atlantiste, qui rendait inepte, aux yeux du Général, le traité franco-allemand de 1963. Tel n'était pourtant pas le cas. Au fil des années, on est arrivé à un marché commun qui, bien au-delà du charbon et l'acier, valait pour des milliers de choses.

Vingt ans durant, de 1952 à 1972, l'Europe n'a compté que six États membres. Le premier élargissement a eu lieu sous Pompidou avec, notamment, l'intégration de l'Angleterre. Je pense aujourd'hui que c'était une erreur, mais l'idée me semblait justifiée à l'époque. Aux trois nouveaux membres admis au cours des années 1970 (Royaume-Uni, Danemark et Irlande) se sont ajoutés, dans la décennie suivante, trois états supplémentaires: l'Espagne, le Portugal et la Grèce. La Grèce, c'était une erreur, mais je n'ai rien dit – j'étais encore chancelier – parce que Giscard le voulait. En 1992, à Maastricht, il n'y avait encore que douze États membres. Le traité de Maastricht a été signé par douze États membres. »

Jusqu'ici, on vous suit...

« Aujourd'hui, nous sommes 27. Parce qu'à Maastricht, nous avons fait l'erreur, colossale, d'inviter tout le monde et de proposer à tout le monde d'être membre de l'euro. La création d'une monnaie commune était, en théorie, tout à fait logique. Mais il a manqué un ensemble de règles qui auraient dû être adoptées dès l'origine et, à ce jour, cette absence n'est toujours pas comblée. Si la question

« SI LA QUESTION EST DE SAVOIR QUAND LA PREMIÈRE ERREUR DÉCISIVE A ÉTÉ COMMISE, ELLE L'A ÉTÉ À MAASTRICHT. DES RÈGLES N'ONT PAS ÉTÉ RESPECTÉES, DONT LA RÈGLE CARDINALE LIMITANT LA DETTE À 60 % DU PNB »

est de savoir quand la première erreur décisive a été commise, on se rend compte qu'elle l'a été à Maastricht. Des règles n'ont pas été respectées, dont la règle cardinale, la limitation de la dette à 60% du PNB. Mais nous avons également manqué de régulations en matière fiscale et bancaire. L'autre grosse erreur a été le rejet d'une Constitution européenne, même si celle-ci n'était pas absolument parfaite et idéale. Puis il y a eu les accords de Lisbonne, dont personne ne sait en quoi ils consistent, et qui n'ont eu aucune influence sur l'opinion publique. Sur ce point, au moins les Allemands peuvent-ils présenter des circonstances atténuantes: au même moment, ils avaient à régler l'énorme problème économique de la réunification avec la RDA. Ils l'ont très mal réglé, d'ailleurs. Mais pour Helmut Kohl

...

et l'ensemble des Allemands, c'était, à ce moment-là, quelque chose de bien plus important que la construction européenne.»

Mal réglé, dites-vous? Pourtant, sans avoir à supporter le poids d'une réunification, la France est devenue bien moins compétitive que l'Allemagne...

«La France est compétitive, elle aussi. L'Allemagne s'est renforcée bien que l'industrie de l'ex-RDA ait été détruite et n'ait plus joué aucun rôle par la suite. Beaucoup d'erreurs ont été faites dans l'intégration économique de la RDA. Ce qui a beaucoup aidé la compétitivité, c'est le fait que l'industrie productrice allemande ait pu se développer sans influence de l'État. Mais si on se projette à horizon de 2050, on voit que l'automobile constitue toujours la moelle épinière de l'industrie allemande, ce qui ne nous arme pas pour l'avenir. Il n'y a plus d'acier, il n'y a plus de charbon et les Américains me paraissent en avance dans leurs achats de voitures électriques.

Quant aux Français, ils ont dormi autant que les Allemands. La vision économique de la classe politique française est toujours largement influencée par le colbertisme. Cela fait dix générations que Colbert est mort mais j'ai l'impression que le colbertisme est un état instinctif de la classe politique française. On se rend compte aujourd'hui que la France est en retard. Colbert était, en son temps, l'un des économistes les plus modernes. Je pense que ce n'est plus le cas aujourd'hui.»

Vous préisez une crise de l'économie allemande?

«On ne peut pas parler de crise; mais je prédis la fin de l'industrie automobile allemande. Ce n'est ni pour demain ni pour après-demain, mais pour les vingt ou trente prochaines années. Si on ne consolide pas nos positions dans le domaine du numérique et si nous n'innovons pas davantage, alors les Américains resteront en avance

« LA FRANCE EST COMPÉTITIVE. MAIS LA VISION DE LA CLASSE POLITIQUE FRANÇAISE EST TOUJOURS LARGEMENT INFLUENCÉE PAR LE COLBERTISME. OR CELA FAIT DIX GÉNÉRATIONS QUE COLBERT EST MORT »

sur nous, ce qui n'est pas grave en soi; mais nous resterons où nous sommes et les Chinois comme les Indiens seront loin devant nous.»

D'une façon générale, pensez-vous que l'Europe est sur une pente descendante?

«Oui, totalement. Pour l'opinion publique française, ce n'est pas le cas, pas plus que pour l'opinion allemande. Les Européens n'ont pas compris que depuis 1950, d'abord très lentement puis de plus en plus rapidement, ils sont restés en dessous du seuil de renouvellement des générations alors que, dans le même temps, la population mondiale explosait. Elle est passée de 1,6 milliard à 7 milliards en un siècle seulement. Jamais une telle explosion démographique n'avait eu lieu auparavant. Or tout le monde veut travailler pour produire. Les Européens continuent à être productifs, mais ils ne sont plus

dans la course. Quand on regarde les statistiques allemandes, on voit qu'il y a moins de 30% d'ouvriers dans la population. En 1950, ils étaient 61%. Les 70% restants sont des employés, à la mentalité très différente. Le mouvement ouvrier des années 1920 était soucieux d'éducation. Tout cela est bien loin. Aujourd'hui, l'épanouissement individuel est devenu plus important. Même chose en France. J'ai peur que cela perdure, et je dis cela sans jugement moral.»

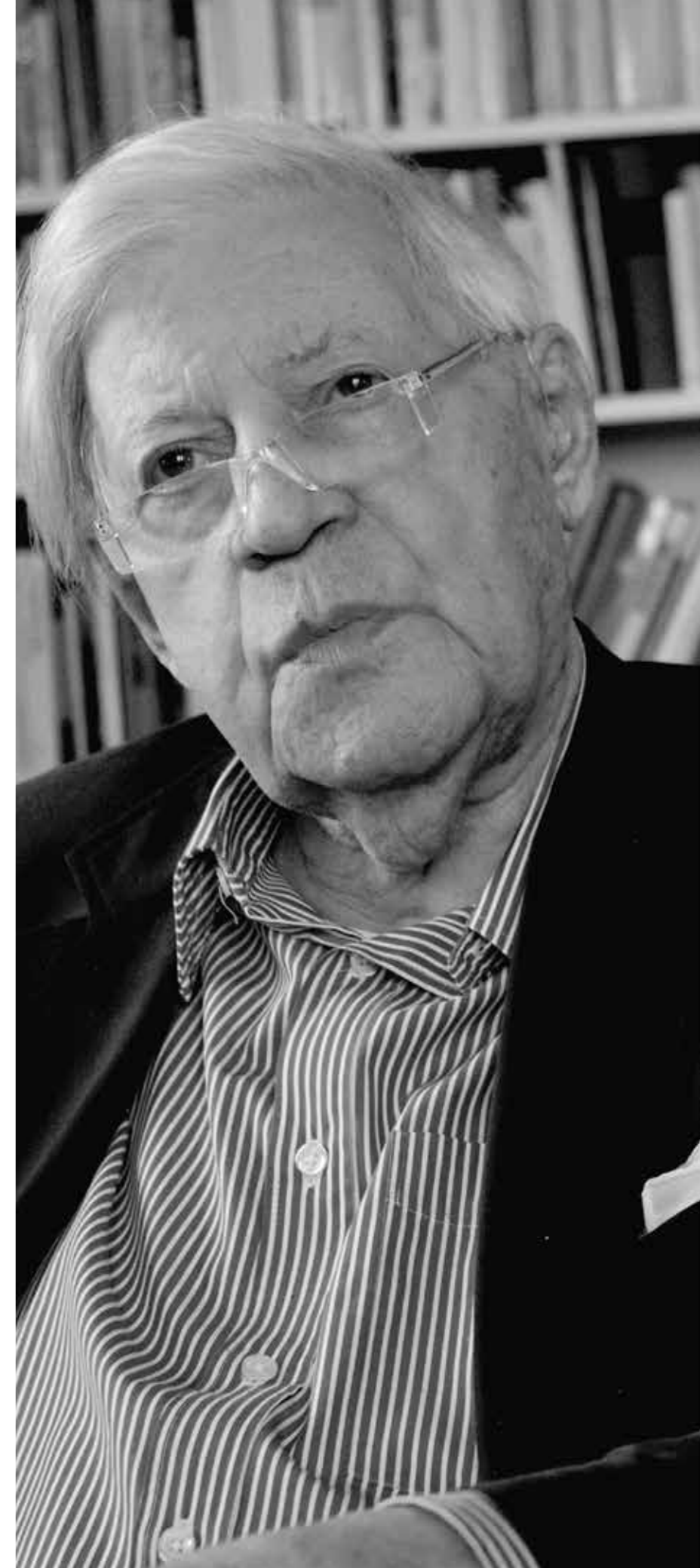
Qu'est-ce que la social-démocratie du XXI^e siècle? Êtes-vous encore un social-démocrate?

«C'est difficile à dire. La social-démocratie est en transformation partout, comme tous les mouvements politiques un peu partout en Europe, sauf en Italie où la classe politique est en retard. Mais il ne faut pas sous-estimer la vitalité des Italiens. Dans le nord de la Toscane, mais surtout autour de Milan et Turin, il y a des entreprises industrielles de taille moyenne de première qualité. Meilleures qu'en France, presque meilleures que dans le Bade-Wurtemberg.»

Les sociaux-démocrates d'aujourd'hui sont pris entre «Die Linke» (équivalent allemand de l'actuel Front de gauche français) et la coalition d'Angela Merkel. Les Verts gagnent du terrain. Voyez-vous une chance de développement positif après la raclée électorale du SPD il y a quatre ans au niveau fédéral?

«Les sociaux-démocrates sont et resteront toujours sociaux-démocrates et je resterai toujours un Sozi. Mais pour moi, le plus important est que le pays s'europanise et que le pays soit bien gouverné. Peu importe par qui. Avoir les sociaux-démocrates à la tête du gouvernement est un bel objectif mais ce n'est pas le plus important. C'est pour ça que je n'ai pas vraiment envie de répondre à votre question.»

...



1918 LE 23 DÉCEMBRE, NAIS-
SANCE À HAMBOURG, dans une
famille de la classe moyenne.
Scolarisation dans une école pilote
ouverte sur les arts.

1937 À 19 ANS IL PART AU
SERVICE MILITAIRE QUI DURE DEUX
ANS. Sans transition il est mobilisé en
1939 comme officier. Il sert jusqu'en
1945, en partie sur le front de l'Est
(1941-1942). Il dit avoir connu la
situation schizophrène d'obéir aux
ordres le jour et de souhaiter la nuit
l'écroulement du régime nazi.

1945 AVRIL. PRISONNIER
DE GUERRE DANS UN CAMP
BRITANNIQUE, il est relâché fin août
1945. C'est là qu'il adhère aux idées
de la social-démocratie.

ÉTUDES D'ÉCONOMIE POLITIQUE
À L'UNIVERSITÉ DE HAMBOURG,
jusqu'en 1949, auprès du professeur
Karl Schiller. Il est aussi président de
la fédération des étudiants socialistes.

1953 ÉLU DÉPUTÉ AU BUNDESTAG,
il siège jusqu'en 1962, puis sera réélu
de 1965 à 1987.

1961 MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
DE LA VILLE-ÉTAT DE HAMBOURG
jusqu'en 1965.

1962 INONDATIONS CATASTRO-
PHIQUES À HAMBOURG. Il réquisi-
tionne l'armée et acquiert une
réputation de gestionnaire de crise.

1967 CHEF DU GROUPE PARLE-
MENTAIRE DU SPD AU BUNDESTAG
durant deux ans.

1969 MINISTRE FÉDÉRAL
DE LA DÉFENSE. Un poste qu'il
occupe trois ans.

1972 « SUPERMINISTRE »
À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES.
À ce poste, il coopère déjà
avec Valéry Giscard d'Estaing.

1974 LE 16 MAI, IL SUCCÈDE
À WILLY BRANDT COMME
CHANCELIER FÉDÉRAL, le cinquième
à ce poste. Il va y rester jusqu'en
1982 avec une majorité réunissant
les sociaux-démocrates (SPD) et
les libéraux du FDP.

1977 « L'AUTOMNE ALLEMAND »,
PIC DE LA VIOLENCE TERRORISTE
de la Bande à Baader (RAF) et mesures
exceptionnelles de lutte antiterroriste.

DISCOURS À LONDRES,
LE 28 OCTOBRE. Il met en garde
contre le déséquilibre des forces
militaires en Europe, inspirant la
Double Décision de l'OTAN: demande
de désarmement à l'URSS et, à défaut,
déploiement de missiles sur le sol
européen.

1978 ÉLABORATION DU SYSTÈME
MONÉTAIRE EUROPÉEN en binôme
avec Valéry Giscard d'Estaing. Dispositif
adopté par les partenaires en 1979.

1982 IL N'A PLUS LE SOUTIEN
DU PARTENAIRE LIBÉRAL DE LA
COALITION (FDP). Le 1^{er} octobre,
il est le premier chancelier démis
de ses fonctions par un changement
de majorité au Bundestag.
Helmut Kohl lui succède.

1983 L'HEBDOMADAIRE *DIE ZEIT*
lui ouvre ses colonnes comme
éditorialiste.

1987 IL NE SE REPRÉSENTE PAS
au Bundestag et se retire à Hambourg.
Il a écrit une douzaine de livres de
mémoires et d'essais.

« JE VOUS PRÉDIS
QU'AU MILIEU
DU SIÈCLE, LES
ÉTATS-UNIS AURONT
UN ÉTAT SOCIAL.
MÊME DYNAMIQUE
EN CHINE »

Quels thèmes la social-
démocratie du XXI^e siècle
doit-elle mettre en avant ?

« Les partis sociaux-démocrates et socialistes
européens ont mené à bien une tâche immense :
ils ont tous amené les gouvernements à construire
un État social. Certains sont allés un peu loin,
comme les Grecs. Mais tout le monde l'a fait. Et
je vous prédis qu'au milieu du XXI^e siècle, les
États-Unis auront eux aussi un État social. Les
Latinos et les Noirs américains représenteront la
majorité des électeurs aux États-Unis, ça ne fait
aucun doute. Ils vont exiger que leurs enfants
doués aillent dans les meilleures universités, ils

demandront un système de couverture santé
universel, ils demanderont des allocations chô-
mage, ils demanderont des retraites suffisantes.
Cela veut dire que les États-Unis seront obligés
de devenir un État social, qu'ils le veuillent ou
non. En Chine, il y aura la même dynamique. Le
monde entier est sur le point de suivre le modèle
européen de l'État social.
Pour en revenir aux partis socialistes et sociaux-
démocrates, après avoir tant accompli -ce dont
tout le monde n'a pas toujours assez conscience
en Europe-, ils sont épuisés et doivent trouver
un nouveau défi à relever. C'est difficile. Ils pré-
fèrent prier pour le retour du bon vieux Marx
ou de Hegel, de l'encyclique *Quadragesimo Anno*

**« IL EST
IMPORTANT
DE RÉALISER
QUE LE SCÉNARIO
D'UN ÉCLATEMENT
DE L'UNION
EUROPÉENNE
EST POSSIBLE.
NOS DIRIGEANTS
ACTUELS
SONT CAPABLES
DE NOUS
Y CONDUIRE »**

...

de 1931 ou des grandes réformes scandinaves... Ils n'ont pas compris que ce n'est plus la priorité d'aujourd'hui. Aujourd'hui, la priorité est de maintenir l'unité européenne. Si les Européens continuent sur la voie qu'ils ont empruntée depuis Maastricht, les pays continueront à exister individuellement et à bénéficier d'une certaine considération; la "Grande Nation" continuera à faire défiler ses troupes sur les Champs-Élysées le 14 juillet. Mais ils ne seront plus considérés comme des acteurs déterminants dans le monde.»

Ce qui est déjà le cas...

« Non, ce n'est pas encore le cas. Ça vient juste de commencer. Et la même chose vaut pour la France, l'Allemagne, l'Italie... Il est important de réaliser que le scénario d'un éclatement de l'Union européenne est possible, vraiment possible. Nos dirigeants actuels sont capables de nous y conduire. La possibilité est inférieure à 50% mais elle n'est pas nulle.»

Et si vous étiez chancelier aujourd'hui?

« Je ne suis pas chancelier et je n'aime pas répondre aux questions hypothétiques. Quoi qu'il en soit, un chancelier allemand doit toujours avoir la volonté inconditionnelle de travailler avec la France et avec la Pologne. Je dis bien la volonté inconditionnelle... Pas forcément avec tous mais avec ces deux voisins importants, oui, dans tous les cas.»

Vous trouvez le niveau de coopération de l'Allemagne avec la France et la Pologne un peu insuffisant?

« Pas un peu. Tout le monde peut prononcer des discours; mais agir, c'est autre chose. Si les Allemands vont si bien, comme ils le disent eux-mêmes, alors ils doivent payer pour les autres.»

À lire les sondages, ils n'y semblent pas prêts et ils disent que cela ne les dérangerait pas tellement si l'Europe disparaissait. Que s'est-il passé? Avant la réunification, l'Allemagne était le pays dont les citoyens étaient les plus engagés pour l'Europe...

« Les Allemands n'étaient pas les seuls. Ne sous-estimons pas le sens européen des Hollandais, des Danois. Les Allemands sont devenus égoïstes, de la même façon qu'on observe une vague d'égoïsme national un peu partout en Europe. Les Français ont toujours été des égoïstes nationaux, rien de neuf. Pour les Allemands, c'est nouveau.»

Quelle est l'origine de ce phénomène? Un oubli de l'histoire? Ou une conscience trop faible des enjeux de l'avenir?

« Les lacunes de la classe politique allemande sont un problème. On ne peut cependant pas lui reprocher d' "oublier l'histoire". Chaque nation apprend à sa jeunesse sa propre histoire. Les Français apprennent ce que les Allemands leur ont fait, l'histoire est vue du point de vue des Français. Les Allemands ont pu avoir une autre vision. À la fin des années 1960 et au cours des années 1970, il y a eu un changement dans la conscience collective du pays. Un mouvement a été amorcé en direction de l'Europe. Dans les années 1970, la plupart des Allemands étaient pour l'Union européenne. Ce sentiment a reculé. Je ne prêtera pas trop d'attention aux sondages d'opinion, les chiffres peuvent changer en quelques années. Mais l'intensité est beaucoup plus faible, c'est vrai. On peut le sentir chaque jour dans les discussions. En Europe, la France a un atout: son taux de fécondité. La France a une politique favorable aux familles depuis la fin des années 1920, dans la loi et les pratiques de l'État, des communes et des départements. La France a un taux de 2 mais ça ne suffit pas pour le renouvellement

des générations. Avec un taux de 2,3 ou 2,4, elle assurerait le renouvellement, mais une grosse partie de ce taux concerne les immigrés d'Afrique du Nord. Ce dont même les Français doivent se rendre compte, c'est que la population de la Chine et de l'Inde a triplé et que la population brésilienne a plus que doublé...

Une action européenne commune d'envergure dans le cours du XXI^e siècle pourrait rééquilibrer le rapport de forces. Mais il ne faut pas négliger le fait que nous parlons trente langues en Europe et que l'histoire du continent s'est écrite de façon nationaliste, dans chacune de ces trente langues. C'est notre grande différence. Les États-Unis parlent une seule et même langue, le Brésil aussi. Toute l'Amérique du Sud parle seulement deux langues. Certes, la Chine n'a pas que le mandarin. Mais tous les Chinois ont la même écriture. Cela constitue un grand avantage par rapport aux Indiens, qui comptent beaucoup de castes et plus de vingt langues officielles. Et ni les Amériques, ni la Chine n'ont eu de guerres de religion comme en ont connues la France, l'Allemagne et l'Europe au cours des siècles passés. Les Français ont l'Alliance Française, les Allemands des Institut Goethe partout, ils trouvent ça important. Je ne trouve pas.»

Dans la lutte contre la crise de la dette d'aujourd'hui, pensez-vous que le keynésianisme puisse encore nous aider? Quelles sont les grandes directions possibles?

« Keynes est le dernier économiste d'envergure mondiale et il est loin derrière nous. Je ne crois pas que l'action de Ben Bernanke et de Mario Draghi s'inspire de Keynes; ce qu'ils font relève du simple bon sens. Mais il est important que l'économie et la finance ne dominent pas le monde. James Tobin avait évidemment raison. La "taxe Tobin" aurait dû être mise en place dès le traité de Maastricht. Keynes n'est plus adapté à ce qu'il faut faire aujourd'hui. Milton Friedman non plus. Il était très impressionnant et complètement fou en même temps. Il avait une vision. Mais il ne supportait pas d'entendre ne serait-ce

qu'évoqué le caractère indispensable de l'État social. Il avait deux ou trois générations de retard par rapport à son époque.»

L'Allemagne privilégie le soutien à l'offre et donne la priorité à la compétitivité de son industrie; la France, jusqu'à un passé très récent, insistait sur le soutien à la demande. Comment accorder notre vision des choses?

« Ce sont les faits qui comptent, pas l'idéologie. Le grand problème, c'est la différence des balances courantes. Les Hollandais, les Allemands, les Chinois, les Norvégiens, les Danois ont d'énormes excédents commerciaux. En Allemagne, on ne s'en rend pas compte parce que ces excédents s'expriment en euros. Le solde de la balance commerciale allemande était de 5% du PIB au cours des cinq dernières années, ce qui est énorme. Les Chinois sont à 2,5%. Voilà les faits qui comptent. Les employés allemands n'ont rien à faire de débats sur l'offre et la demande. Ils ont continué à travailler et ont dû se satisfaire de hausses de salaires un peu moindres que ce à quoi ils étaient habitués. En France – mais en Allemagne aussi –, il y a beaucoup trop de régulation, beaucoup trop de réglementations. Sauf que cela s'est assoupli chez nous. Étonnant, c'est que ce soit un chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder, qui ait été à l'origine de tout cela. Il a mal vendu et mal réalisé son «Agenda 2010» mais il a eu raison: c'était inévitable. Une telle vision, qui n'est pas partagée par la social-démocratie, était complètement justifiée et elle manque en France. Or elle est plus importante que la question de l'offre et de la demande.»

En quoi Schröder a-t-il échoué, selon vous?

« C'est facile de faire des reproches après. Mais quand on procède à un tel changement visionnaire en matière de retraites, on doit le faire de toutes ses forces et pas avec mauvaise conscience.»

**« LA FRANCE
A UN ATOUT :
SON TAUX DE
FÉCONDITÉ. MAIS
ÇA NE SUFFIT PAS.
LA POPULATION
DE LA CHINE ET
DE L'INDE A TRIPLÉ,
CELLE DU BRÉSIL
A PLUS QUE
DOUBLÉ »**

...



...

Vu de France, il l'a fait de toute sa force, et cela a été considéré comme particulièrement brutal...

«De mon point de vue, il a été brutal mais il n'a pas donné toute sa force. Et non, ce n'était pas brutal; c'était une nécessité absolue. En France, en Italie, aux Pays-Bas, en Allemagne, l'espérance de vie des femmes comme des hommes a augmenté de vingt ans environ depuis 1950. Cela se traduit par le fait que les gens veulent continuer à prendre leur retraite à soixante ou soixante-deux ans, comme avant, mais pour vivre vingt ans de plus et toucher leur pension. Or il y a de moins en moins de jeunes pour financer les retraites. Il faut en tirer les conséquences et Schröder l'a fait. C'est très dur à accepter pour les retraités. Très dur, notamment, pour des gens comme moi, qui continuent à écrire des livres jusqu'à l'âge de 93 ans...

Dans trente ou quarante ans, les retraites seront probablement au même niveau qu'aujourd'hui, peut-être un peu plus élevées, ou peut-être un peu plus basses. Mais pour les financer, il faudra que les gens travaillent beaucoup plus longtemps qu'aujourd'hui.»

Certains disent que la crise actuelle est la manifestation d'un conflit intergénérationnel. D'un côté la génération de ceux qui s'accrochent à un système, qui vivent du produit de leur épargne; ils sont attachés au règlement des dettes et à la stabilité monétaire. Cela au prix d'une austérité dont les principales victimes sont, de l'autre, les jeunes qui piétinent aux portes du marché du travail. On sait pourtant que, dans le passé, les crises ont été surmontées en tirant un trait, en disant que les dettes ne seraient pas remboursées...

« L'EUROPE EST DANS UNE CRISE DE LA DETTE, PAS DANS UNE DÉPRESSION MONDIALE. C'EST DUR POUR LES GRECS ET LES ESPAGNOLS. MAIS LA COMPARAISON AVEC LES ANNÉES 30 S'ARRÊTE LÀ »

«Je ne voudrais pas lier la crise de la dette à la difficulté de maintenir l'État social. Il s'agit de deux choses différentes. On surmontera la crise de la dette d'une façon ou d'une autre. Dans dix ans, on n'en parlera plus, peut-être même dans cinq ans, je ne sais pas. Ce qui est beaucoup plus important est de voir qu'on ne peut plus financer notre État social, même en France. Il doit être financé en faisant en sorte que les gens travaillent plus longtemps. Quand Bismarck a mis en place le système de retraite, en 1890, l'année-même où il a quitté le pouvoir, l'âge officiel de la retraite était de soixante-dix ans. À cet âge, la plupart des travailleurs étaient déjà morts. La retraite ne coûtait donc rien à l'État mais ce système permettait aux veuves d'avoir un peu d'argent. Cela a été maintenu jusqu'en 1916. Pour entretenir le moral du peuple en temps de guerre, on a abaissé l'âge de la retraite à soixante-cinq ans. Mais dans le même temps, l'espérance de vie avait augmenté de vingt ans. Aujourd'hui, elle est de 78 ou 79 ans et de 82 pour les femmes. Et cela continue d'augmenter, grâce aux médecins, à la recherche médicale moderne, aux conditions de travail qui se sont beaucoup allégées au fil du temps, aux conditions d'hygiène. Les gens vivent désormais dans des logements convenables. Je suis allé à Singapour, une ville fantastique. 90% des habitants sont propriétaires de leur maison ou de leur appartement. Inimaginable !

Une réussite incroyable. En Europe, on en est loin. Les banlieues autour de Paris sont un cauchemar (en français dans le texte) pour moi.»

Voyez-vous un parallèle entre la crise actuelle et celle des années 1930 ou une autre crise?

«Non. La crise des années 1930 était une dépression mondiale. Nous ne sommes pas dans une dépression mondiale, nous sommes dans une crise de la dette européenne. Ce n'est pas la même échelle, c'est beaucoup plus petit. Certes, pour les Grecs, la crise de la dette est aussi difficile à supporter que la dépression mondiale d'alors. Pour les Portugais, pour les Espagnols, la situation est dure. Mais la comparaison s'arrête là. Il n'y a pas de dépression au Brésil, en Chine, en Inde, dans les pays arabes producteurs de pétrole. Ce à quoi nous sommes confrontés, c'est une explosion de la population mondiale. Dans des pays qui n'ont pas de technologie comme l'Égypte ou la Syrie, ce phénomène devait déboucher sur la prise de pouvoir par les Frères musulmans. Qu'avaient-ils comme alternative?»

Êtes-vous pessimiste sur les suites du printemps arabe?

«Savez-vous combien il y a de musulmans sur terre aujourd'hui? Largement plus d'un milliard. L'explosion de la population mondiale est générale, mais elle a surtout lieu en Asie et dans les pays musulmans, qui sont très largement plus nombreux que les Européens.»

Quelles conséquences doit-on en tirer?

«Je l'ignore. Je ne suis pas philosophe. En tous cas, la politique la plus stupide que les pays européens puissent mener serait de mépriser les musulmans. On ne peut rien faire de plus stupide que de les provoquer. Mais je ne sais

pas si on peut tous les intégrer. J'en doute. On ne peut pas appliquer le modèle de Paris partout, avec des banlieues tout autour. Combien de gens vivent aujourd'hui dans les banlieues de la région parisienne?»

8 millions environ...

«Je ne comprends rien à la France, même si j'ai compris Giscard.»

Dans la coopération avec Valéry Giscard d'Estaing, vous vous demandiez comment combiner un modèle intergouvernemental et le modèle communautaire. Aujourd'hui, on a l'impression que l'Allemagne insiste surtout sur l'intergouvernemental. Pensez-vous que nous allons faire un bond vers l'intégration politique?

«C'est plutôt rare de faire de grands bonds dans la politique internationale, sauf après des guerres, quand les perdants changent radicalement de direction...»

Les traités de Rome, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, c'était déjà un grand bond, non?

«C'était juste un petit bond. Personnellement, je ne crois pas aux "grands bonds", sauf si une personnalité de leader émerge, comme de Charles de Gaulle ou Winston Churchill, les deux plus grands dirigeants européens sans aucun doute. Deux personnalités d'une énorme importance politique, à mes yeux. Et pourtant limités, tous deux, dans leur capacité à juger. Ils ont eu tort, au bout du compte... Mais oui, des personnalités extraordinaires.»

...



...

Et l'intégration, y croyez-vous? Pensez-vous qu'on y arrivera avec les gouvernants actuels, Angela Merkel, François Hollande?

«Je ne leur fais pas spécialement confiance. Ce sont des personnalités politiques normales, dans la moyenne.»

Quel est le plus grand Européen actuellement? Mario Draghi?

«Il fait bien son travail, il faut le dire. Est-il un grand Européen ou pas? Je ne sais pas. Mais ce qu'il fait est satisfaisant. Ce qu'il fait n'est naturellement pas en accord avec les règles, mais les règles ne sont pas suffisantes. À ce propos, je vais vous raconter une anecdote. C'était en 1975 ou 1976, je crois. L'Italie était aux prises avec une crise de balance des paiements. Le patron de la Bundesbank de l'époque, Karl Klasen, et moi-même nous sommes concertés et avons fait savoir aux Italiens que nous étions prêts à leur faire un crédit. Je suis allé à Bellagio, sur le lac de Côme, et leur ai apporté solennellement cinq milliards de dollars – une somme considérable alors. En Allemagne, il n'y a eu aucune réaction car la transaction avait été organisée entre les deux Banques Centrales. Les Italiens ont remboursé. Sur le moment, il y a bien eu des remarques et des critiques, mais modérées. Et il y a longtemps que plus personne n'en parle plus. On aurait pu imaginer quelque chose du même ordre avec la Grèce. Mais on a fait beaucoup de bruit tandis qu'on ne faisait rien, puis il a fallu du temps pour commencer à faire quelque chose. Il est vrai que ce qu'ont fait les Grecs est d'une duplicité incroyable. Les Grecs n'ont jamais payé d'impôts...»

On ne le savait pas quand ils ont intégré l'Europe?

«Je ne crois pas qu'on l'ait su, non. Je ne crois pas non plus que les ministres des finances ou que les ministères des finances, qui en savent

« EN 1974, JE ME SUIS VIOLEMMENT DISPUTÉ AVEC WILLY BRANDT. NOS RELATIONS SE SONT DÉGRADÉES. LA VÉRITÉ, C'EST QUE J'AVAIS PEUR AU MOMENT DE DEVENIR CHANCELIER »

plus que les ministres, l'aient su. En tous les cas, un jour, cela s'est su; c'est au plus tard à ce moment-là qu'il aurait fallu agir.»

Aujourd'hui, on vous sollicite de plus en plus. Vous qui étiez plutôt considéré comme un chancelier «technique», vous voilà entré dans le panthéon des grands chanceliers. Comment y voyez-vous votre place?

«En vérité, depuis trente ans, je suis un écrivain politique. J'ai lu récemment dans le *Spiegel* un article assez dur à l'égard d'Helmut Kohl et de ses relations compliquées avec sa famille. Je n'aime pas ça. Helmut Kohl est en fauteuil roulant comme moi. Il faut le laisser tranquille. Quant à Willy Brandt, mon rapport avec lui a un peu évolué au cours du temps. En 1961, j'ai contribué à faire de lui le chef du parti. Il l'est resté jusque dans les années 1990, et je demeure convaincu que c'était une bonne chose. Mon enthousiasme pour lui s'est un peu tempéré lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. Quand Willy Brandt a voté pour l'état d'urgence en 1968, il n'a pas eu le courage de le défendre au sein du groupe parlementaire, il m'a demandé de le faire à sa place. Cela a un peu refroidi nos relations. Au moment où il a quitté le pouvoir – dans des circonstances ridicules, victime de l'espion allemand Günter Guillaume –, et au moment où je suis devenu chancelier, en 1974, notre relation s'est dégradée. Nous nous sommes violemment disputés. En réalité, j'avais peur de la fonction qui m'attendait. Il est faux de dire que je voulais à tout prix devenir chancelier. C'était le début de la grande crise pétrolière, qui aurait pu mener à une dépression mondiale. L'inflation atteignait jusque 20% en Angleterre, 8% en Allemagne...»

Et le double en France...

«Oui, bien sûr, mais pas autant qu'au Royaume-Uni. On était au bord d'une dépression mondiale, elle se serait produite si tout avait continué

comme avant. Willy Brandt n'a rien fait contre cette crise, pris dans l'affaire Guillaume qui a fini par lui coûter son poste. Il a fallu que les Européens demandent l'aide du FMI. À partir de 1975, nous avons mis sur pied avec Giscard les sommets économiques mondiaux. Mais la coopération entre Giscard et Schmidt avait commencé en 1972, puisqu'il était ministre des finances comme moi. Pompidou avait organisé un grand dîner européen. Il a tenu un discours fantastique. Giscard et moi nous sommes arrangés pour être assis l'un à côté de l'autre. Nous avons échangé des blagues stupides à voix basse pour nous moquer des grands discours qui étaient prononcés. Ni lui, ni moi n'étions des orateurs très doués. Giscard était sans doute un peu meilleur que moi... Mais nous étions dans l'action, nous avons pris des décisions qui avaient du sens et nous avons mis en place le système monétaire européen en 1978.»

Une grosse réalisation! Vous avez organisé cela de façon bilatérale, d'abord secrètement, puis en le proposant aux autres Européens...

«C'était une bonne méthode. La France et l'Allemagne doivent d'abord travailler à deux, puis proposer le résultat de leurs réflexions aux autres Européens. Oui, à l'époque, c'était une bonne méthode. Les autres Européens n'étaient pas particulièrement heureux, d'ailleurs.

Vous dites «à l'époque». Aujourd'hui, cela ne marcherait plus?

«Je ne peux pas juger les personnes en poste aujourd'hui.»

Cela dépend donc des personnes?

«Bien sûr. En grande partie.»

...

**« LES POLITIQUES
POURRAIENT
VENIR À BOUT
DE LA CRISE
GRECQUE EN
SIX MOIS. MAIS
ÇA COÛTE CHER.
À CE JOUR,
PAS UN EURO N'A
ÉTÉ TRANSFÉRÉ
DU BUDGET
ALLEMAND OU
FRANÇAIS VERS
LE BUDGET GREC »**

Les acteurs, les politiques
ont toujours du pouvoir ?

« Oui. Je peux vous donner un exemple: Nixon, que j'ai bien sûr connu, mais auquel je ne faisais pas confiance. D'instinct, il ne m'avait pas fait bonne impression. Ensuite est arrivé Gerald Ford, et là, ce fut une confiance totale, partagée. Ford était capable de vous écouter, on se donnait réciproquement des conseils. Puis est venu Jimmy Carter, auquel on ne pouvait pas se fier. C'était un type convenable, mais prompt à changer d'avis. J'ai eu de sévères déceptions en me fiant plusieurs fois à sa parole, par exemple au moment des Jeux olympiques de Moscou en 1980. Il a d'abord encouragé les sportifs allemands à aller à Moscou et puis, d'un coup, il a dit: *non, je ne veux plus.* »

Voulez-vous dire qu'à
l'époque, les hommes
politiques pouvaient
vraiment décider ?

« Oui, et ils le peuvent encore aujourd'hui. Ils pourraient venir à bout de la crise de la dette grecque en six mois. Mais ça coûte de l'argent, bien sûr. À ce jour, il n'y a pas d'argent qui ait été transféré du budget allemand ou du budget français vers le budget grec. Pas un euro transféré d'un pays à l'autre. Tout n'est que du crédit. Puis les ministres des finances changent, les Français ont un nouveau ministre des finances... Combien de temps cela durera-t-il pour qu'il ait une vue d'ensemble de tout ? »

En théorie,
il devrait le savoir...
« Non, ce n'est pas possible.

La force de jugement
vous semble-t-elle la vertu
cardinale en politique ?

« La force de jugement et la force d'action. L'énergie est aussi importante que la faculté de juger. »



À LIRE, À VOIR, À ÉCOUTER

LIVRES EN FRANÇAIS

Helmut Schmidt
(trad. M. J. Lebedel)
*Des puissances
et des hommes*
Plon, 1988

Helmut Schmidt
(trad. D. Tassel)
Préf. V. Giscard d'Estaing
*L'Europe s'affirme :
perspectives pour
le XXI^e siècle*
de Fallois, 2001

Hélène Miard-Delacroix,
*Partenaires de choix ?
Helmut Schmidt et
la France 1974, 1982*
Peter Lang, 1993

LIVRES EN ALLEMAND

Hartmut Soell,
Helmut Schmidt,
biographie
en 2 volumes
Vol. I : *Vernunft
und Leidenschaft.*
Vol. II : *Macht und
Verantwortung,*
DVA, München 2003
et 2008

*Helmut Schmidt
Bibliographie
1947-2008*
sur le site de l'université
de Hambourg
<http://ub.HSU-hh.de/DB=1.1/>

FILM, DOCUMENTAIRE

*Helmut Schmidt –
Sein Jahrhundert,
sein Leben,*
Studio Hamburg/
NDR-Fernsehen, 2011
(en 5 DVD)

Son discours sur
l'Europe au Congrès
du SPD (12/2011)
sur Youtube:
[www.youtube.com/
watch?v=3clNshRoUBI](http://www.youtube.com/watch?v=3clNshRoUBI)

Pour se replonger
dans le climat de
terrorisme d'extrême-
gauche en Allemagne à
la fin des années 1970:
*L'Allemagne en
automne (Deutschland
im Herbst)* film collectif
réalisé notamment par
Rainer Fassbinder,
Alexander Kluge, Peter
Schubert, Edgar Reitz,
Volker Schlöndorff...
sorti en 1978.

MUSIQUE

Helmut Schmidt est
musicien (pianiste). On
peut mentionner parmi
ses enregistrements les
Concertos pour piano
de Jean-Sébastien Bach
(Deutsche Grammo-
phon, 1986).



Au fait

Directeur de la publication
Xavier Delacroix

Rédacteur en chef
Patrick Blain

Directeur artistique
Laurent Villemont

Ont collaboré à ce numéro:
Sophie Coignard et Romain Gubert, journalistes au *Point* (dossier), Hélène Miard-Delacroix et Lucas Delattre (entretien), Niklos (illustration), Alain Mandel (photo)

Mise en page
Iségoria Communication,
www.isegoriacom.fr

Crédits photos
Alexandre Marchi / MaxPPP,
Gettyimages® / VisionsofAmerica
/ Joe Sohm

Diffusion et abonnements
À Juste Titres / Abonn'escient
20, traverse de la Buzine
La Roseraie B1
13011 Marseille
Tél.: 04 88 15 12 40,
aufait@abopresse.fr

Photogravure
Le Sphinx
24, rue Colmet-Lepinay
93100 Montreuil-sous-Bois

Impression
Les Presses de Bretagne
Rue des Charmilles
ZI Sud-Est – BP 196
35577 Cesson-Sévigné
Tél.: 02 99 26 55 00
www.pressesdebretagne.com

Au Fait
28, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
www.au-fait.fr

Contact
01 42 46 97 57
contact@au-fait.fr

Au Fait est édité par BWC
38, rue des Mathurins
75008 Paris
SAS au capital de 209500 euros
SIREN 753 995 737 RCS Paris

Dépôt légal à parution.
N° ISSN en cours.
Commission paritaire en cours

Plaidoyer pour un média lent

Depuis La Fontaine et sa tortue, on connaissait les vertus de la lenteur; côté journalisme, on s'était plutôt habitué à la vitesse et l'urgence. Sortir une info avant les autres, informer le public au plus vite, autant d'exigences que l'arrivée d'internet et des nouvelles technologies ont fait passer du rang de charme à celui d'impératif, conduisant sans état d'âme à l'accouplement de l'urgence et du grégaire.

Sauf qu'avoir le nez sur cette actualité prenante et sur elle seule conduit à une inéluctable myopie du monde, à un écrasement du regard sur une succession de parties qui finissent par ne jamais faire un tout.

C'est pour remonter à la surface et donner un vrai coup de rein au fond de la piscine où entraîne cette gravité (au sens de Newton) du quotidien que nous souhaitons promouvoir les vertus du média lent.

La première de ces vertus tient au fait que l'urgence, la concurrence conduisent souvent à dire et écrire des bêtises. Cette pression déraisonnable incite à donner des informations forcément partielles, nécessairement simplistes, parfois fausses. C'est entré dans l'histoire récente sous le nom de syndrome de Timisoara, du nom de cette ville de Roumanie où, en 1989, aurait eu lieu un massacre de masse; il a fallu plus d'un mois pour découvrir que les 70 000 tués relevaient de la fausse information. Aucun compte n'avait été tenu des arguments de ceux qui doutaient: leurs remarques n'allaient pas dans le sens de l'histoire.

Se poser, regarder. Entre le temps des historiens et celui d'une immédiateté superficielle, il existe une place à élargir pour ce temps lent.

La deuxième raison tient à la conjoncture contemporaine. Un temps de murs et d'obstacles de plus en plus hauts dressés devant les « désireux de savoir ». En effet, ceux que nous avons élus n'ont pas le pouvoir et ceux qui ont le pouvoir n'ont pas été élus. Bruno Le Maire avec *Jours de Pouvoirs* vient dans ce registre de faire un écho aussi triste que talentueux au formidable film *L'Exercice de l'État* de Pierre Schoeller. Les turpitudes de cette impotence sont masquées par des paravents nommés de services de communication articulant contorsions et éléments de langages comme des perles sur un collier.

Du côté de ceux qui ont la réalité du pouvoir, c'est à dire du pouvoir économique, la communication est devenue le rempart plus ou moins souriant qui doit éloigner à coup de gousses d'ail, patte de lapin et autre talisman l'un des deux individus qui donnent véritablement de l'urticaire aux décideurs : le journaliste (l'autre étant le juge).

Selon une étude rapportée dans l'ouvrage « *The Death and Life of American Journalism* », entre 1980 et 2010 aux États-Unis, les emplois de communicants au sens large du terme ont doublé, passant de 135 000 à 270 000. Durant la même période, le nombre de journalistes baissait de 20%, reculant de 63 000 à 51 000. Comment aujourd'hui espérer se rapprocher d'une quelconque vérité si vous êtes confronté à la quête d'une information défendue par des chevaux de frise ? Seul un pas de côté et, surtout, la durée, la patience peuvent venir à bout des épaisseurs et des douves mises en place par ces services de com'.

La dernière raison tient paradoxalement au rapport étroit qu'entretiennent pour tout observateur attentif le temps et l'espace. L'œil collé sur la vitre interdit de voir la fenêtre. C'est en ayant ce recul sur les choses, recul donné par le temps, que l'on peut se dégager des contraintes, observer plus large. Et relire Stendhal : « *une mouche éphémère naît à neuf heures du matin dans les grands jours d'été pour mourir à cinq heures du soir; comment comprendrait-elle le sens du mot nuit?* » Le temps donne de la hauteur.

Trois bonnes raisons pour vraiment prendre son temps. Être interrogateur et exigeant. Simplement.